

OBSERVATOIRE DE LUTTE  
CONTRE LA CORRUPTION ET LES  
MALVERSATIONS ECONOMIQUES  
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT  
AGAINST CORRUPTION AND  
ECONOMIC EMBAZZLEMENT  
TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 006/OLUCOME/09/2021 PORTANT SUR LA  
DEMANDE DE L'ELARGISSEMENT DES MESURES POUR CONTENIR LA  
COVID-19.

**« Le droit à la santé étant un droit reconnu par la constitution burundaise et la déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que le pacte international relatif aux droits sociaux et économiques, le Gouvernement burundais devrait tout faire pour vacciner ses citoyens contre la pandémie de Covid-19. »**

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) est tellement préoccupé des conséquences néfastes que les burundais sont en train de subir sur le plan sanitaire, économique, social et celles relatives à la circulation à l'étranger suite au discours peu clair du Gouvernement par rapport à la vaccination de la covid-19 et au peu des données fiables inhérentes aux contaminés, aux hospitalisés, aux décès et aux guéris qui sont publiés régulièrement.. Malgré cette situation floue, l'OLUCOME remercie le Gouvernement burundais pour certaines mesures déjà prises afin de freiner la propagation de la pandémie de Covid-19. Etant donné que ces mesures déjà prises ne sont pas scrupuleusement respectées par tous plus particulièrement les dirigeants, l'Observatoire demande au Gouvernement du Burundi de les renforcer et de les élargir. Face à l'intensification des morts par la Covid-19, notre pays le Burundi est en train d'évoluer vers une catastrophe humanitaire innommable. Toutes les institutions étatiques devraient être mobilisées, avant qu'il ne soit trop tard, pour combattre cette pandémie qui risque de causer des pertes en vies humaines plus nombreuses que le SIDA. La seule arme reconnue aujourd'hui comme la plus efficace contre cette pandémie est le vaccin. Il est incompréhensible que certaines personnes mettent en doute les bienfaits du vaccin contre la pandémie de Covid-19 en invoquant des effets secondaires à long terme pendant que dans leur jeune âge ils ont été vaccinés contre la tuberculose, la rougeole, la varicelle, la fièvre jaune etc. Et encore aujourd'hui, ils continuent à faire vacciner leurs enfants sans se poser de questions sur les effets secondaires de ces vaccins.
2. Le Burundi ne peut pas prétendre que sur le plan scientifique il connaît mieux les effets secondaires du vaccin contre la Covid-19 plus que la Chine, l'Union Européenne, la Russie, les Etats Unis d'Amérique, le Japon ou l'Inde. Ces

pays coopèrent avec le Burundi dans des domaines variés. Ils ont choisi de vacciner massivement leur population car ils considèrent que ça ne servirait à rien de privilégier le financement de programmes de développement économique avant de protéger la santé des bénéficiaires de ces programmes car l'homme est le début et la fin du développement économique selon l'ordre naturel de création. Et puis, qui va gérer ces programmes de développement économique, si le Gouvernement laisse mourir ses élites. Car ce sont les adultes enseignants, infirmiers et infirmières, médecins, professeurs d'université, Généraux, fonctionnaires et commerçants, qui sont en train de mourir en premier lieu car ils sont les plus exposés. Alors, est-ce que le Gouvernement aurait décidé d'éliminer ses élites? Il n'y a aucune raison de tergiverser pour faire vacciner massivement la population car même sur le plan budgétaire ces vaccins seront fournis gratuitement par l'OMS et les pays partenaires du Burundi. Ne pas vacciner, ça serait une grave responsabilité historique si le Gouvernement n'agissait pas vite avant que l'on assiste à une catastrophe sanitaire d'une ampleur ingérable.

A cet effet, l'OLUCOME demande au Gouvernement burundais d'adopter une politique nationale de vaccination anti-covid-19 et de suspendre pendant deux semaines les rassemblements de plus de dix personnes (fêtes, réunions, etc) dans certaines provinces où il y a plus des contaminés afin d'évaluer si les cas positifs vont être réduits d'autant plus que ces derniers jours, ces cas augmentent de plus en plus.

3. Bien plus, les mesures existantes doivent être renforcées et respectées par tous. Elles sont entre autres se laver fréquemment et soigneusement les mains avec une solution hydro alcoolique ou à l'eau et au savon ; en cas de toux ou d'éternuement, se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude ou avec un mouchoir et jeter le mouchoir immédiatement après ;éviter autant que possible de se toucher le visage et de toucher les objets se trouvant à la maison sans prendre des précautions ;éviter les accolades et des baisers pour se saluer, porter un masque dans les lieux publics bondés , laver le masque lavable au moins une fois par jour pour éviter d'attraper d'autres maladies...
4. Le Burundi, Erythrée, Haïti et la Corée du Nord sont les seuls pays au monde qui n'ont pas encore commencé la vaccination contre la pandémie de Covid-19. De ce fait, l'OLUCOME demande au Gouvernement burundais de respecter le droit à la santé de ses citoyens en donnant un message clair qui appelle les citoyens burundais de se faire vacciner massivement à commencer par les plus hauts serviteurs du peuple.



5. L'OLUCOME demande vivement à l'institution des Bashingantahe, aux confessions religieuses plus particulièrement l'église Catholique, Pentecôte, la Communauté musulmane du Burundi (COMIBU), la société civile burundaise et d'autres groupes organisés qui ont la force morale dans la société burundaise de prendre conscience des dangers de cette pandémie et demander formellement au Gouvernement de prendre toutes les mesures efficaces contre la pandémie de Covid-19 y compris la vaccination à grande échelle. L'Observatoire demande également à la CNIDH et au Bureau de l'OMBUDSMAN d'inciter le Gouvernement burundais à vacciner sa population. L'OLUCOME demande enfin aux burundais en général de se protéger et plus particulièrement protéger les groupes vulnérables notamment les personnes âgées, les personnes qui ont des maladies chroniques comme la diabète, le cancer et les maladies respiratoires.

Fait à Bujumbura, le 27/09/2021

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

